

Chibougamau, le 13 février 2025

Monsieur Éric Girard  
Ministre des Finances du Québec

### **Éviter l'austérité et ses conséquences désastreuses**

Monsieur le ministre,

Alors que vous vous apprêtez à rédiger le prochain budget de l'État québécois, nous désirons vous mettre en garde contre les conséquences nuisibles de certaines décisions qui pourraient être prises. Nous souhaitons également vous suggérer des pistes d'action qui auraient aussi pour effet d'augmenter les revenus de l'État.

Depuis l'automne dernier, les effets réels des mesures d'austérité prises par votre gouvernement se font sentir dans les services à la population.

Par exemple, le gouvernement a imposé des limites aux seuils d'investissements des réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Cette décision est incompréhensible et incohérente alors que la vétusté de nos établissements est manifeste, et la pénurie de ressources, criante. Rappelons que les deux tiers des bâtiments des cégeps sont en mauvais état et la Vérificatrice générale du Québec estime que les investissements prévus sont largement insuffisants pour rétablir la situation. À la fin du mois d'octobre, la CAQ annonçait un gel des embauches dans les services publics pour le « travail administratif », faisant fi du « tout » que peut constituer un hôpital, une école ou un cégep. Et, dans les dernières semaines, les annonces de fermetures de classes de francisation se sont succédé. Les soins à domicile pour les personnes en situation de handicap sont maintenant aussi affectés et un programme d'adaptation de domicile a été suspendu faute de budget.

Près de 1,5G\$ de dollars doivent actuellement être coupés dans le système de santé, et il est indéniable que cela affecte directement les services à la population. Les services de garde éducatifs subventionnés à l'enfance, eux aussi mal financés, ne parviennent plus à retenir le personnel qualifié, ce qui entrave la complétion du réseau.

Alors pourtant que les crises sociales se multiplient sur le front du logement, de l'itinérance et de la pauvreté, pour n'en nommer que quelques -unes, non seulement les programmes sociaux comme ceux d'aide sociale et de logement social sont insuffisants, mais le secteur communautaire est lourdement sous-financé.

**Dans notre milieu, les mesures d'austérité se traduisent notamment par :**

- Des locataires à faible et modeste revenus faisant face à une inabondabilité grandissante sur le marché privé et n'ayant pas accès à un logement social vu l'insuffisance de HLM, de coopératives et d'OSBL d'habitation. 173 000 ménages locataires du Québec ont déjà des besoins impérieux de logement, selon Statistique Canada, car ils vivent dans un logement trop cher, trop petit ou en mauvais état, avec un revenu médian annuel de seulement 21 400 \$. Les logements privés qui représentent pourtant 89 % du parc locatif ne répondent pas aux besoins d'un nombre grandissant de locataires.
- Des banques alimentaires qui font face à une augmentation de 53 % de la demande depuis 2021. Près d'une personne sur dix au Québec doit y avoir recours chaque mois, un constat alarmant qui reflète l'insuffisance des revenus pour subvenir aux besoins de base.
- Les groupes qui soutiennent les populations les plus vulnérables rapportent un manque criant de ressources financières et humaines, menaçant leur capacité à répondre aux demandes croissantes.

Malheureusement, les signaux que vous avez envoyés lors de votre dernière mise à jour économique présentée le 21 novembre ne nous encouragent pas. Avec des « augmentations » de dépenses inférieures à l'augmentation des coûts de système, nous craignons que des coupures affectent les services publics.

En parallèle, votre gouvernement, qui n'a pas amélioré l'accès au système de santé, poursuit contre vents et marrées sa privatisation et rate la cible face à la crise du logement en ne priorisant pas le logement social.

Alors qu'il est démontré que l'apport du privé est plus coûteux pour l'État, nous sommes en droit de nous demander dans l'intérêt de qui ces politiques sont mises en place, sinon pour les plus riches de notre société.

Il y a actuellement plus de deux millions de Québécois-es sans médecin de famille, les listes d'attente pour des opérations s'allongent, plusieurs milliers de personnes attendent un logement à loyer modique ou consacrent plus de 30% de leurs revenus à se loger. Pis encore, le gouvernement pourra maintenant couper certaines prestations d'aide sociale. Cerise sur le sundae, nous faisons face à une crise environnementale sans précédent, qui a des effets concrets et dévastateurs sur la vie de plusieurs personnes.

Monsieur le ministre, le Québec se trouve aujourd'hui au seuil d'une fracture sociale. Il ne s'agit plus, comme votre gouvernement se plaît à le dire, de « faire plus » d'année en année, ce qui est normal compte tenu des seuls effets de l'inflation, de la croissance de la population et de son vieillissement, mais de se donner les moyens de mettre en place les mesures qui s'imposent pour

sortir le Québec de ces crises. Le Québec est une société riche, une province d'un pays du G7, il n'y aucune raison qui justifie qu'on ne soit pas capable de se donner les moyens de soutenir collectivement toute la population, à travers des programmes sociaux, un secteur communautaire et des services publics fort.

Un changement de vision s'impose. Les politiques fiscales mises en place depuis près de 50 ans ont affaibli le filet social à un point tel que c'est l'équilibre de la société qui est aujourd'hui menacé, nous vous intimons à faire preuve d'ambition et à mettre en place les mesures nécessaires pour rétablir ce filet social.

### **Une fiscalité progressive au lieu des coupes**

La Coalition Main rouge, une vaste coalition formée d'une quarantaine de groupes sociaux, sociaux, communautaires, et syndicaux, réclame un changement de cap sur les politiques publiques du gouvernement afin qu'elles servent la grande majorité de la population et contribuent à la justice sociale. Nous refusons que la lutte au déficit se fasse sur le dos des plus démunis, qu'elle accentue la destruction du filet social et des services publics. Nous estimons au contraire que c'est par une fiscalité progressive qu'il faut aborder la question des finances publiques.

La population du Québec a droit à un filet social solide, accessible, universel et gratuit. Cela implique que les fonds publics soient employés pour le financer, et non pas pour subventionner des multinationales qui n'ont que faire du bien-être de la population. De nombreuses solutions existent qui permettraient de financer les services : il s'agit que le gouvernement choisisse le camp de la majorité de la population plutôt que celui des mieux nantis.



Jo-Ann Toulouse  
Présidente



Dominique Simard  
Directrice

C.c Coalition Main rouge [info@nonauxhausses.org](mailto:info@nonauxhausses.org)